

# La Cassure - L'état du monde 2013 [Bertrand Badie, Dominique Vidal]

Autor(en): **Tille, Albert**

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2013)**

Heft 1992

PDF erstellt am: **08.08.2024**

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

# Démocratie: la cassure, en Suisse aussi

«La Cassure - L'état du monde 2013», ouvrage collectif dirigé par Bertrand Badie et Dominique Vidal, 264 pages, éditions La Découverte, 2012

Albert Tille - 07 avril 2013 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/23206>

Le «printemps arabe» est en révolte contre les dictatures. Les démocraties occidentales sont plombées par le discrédit de la classe politique. La planète est en crise. [«L'état du monde 2013»](#) analyse les origines de la cassure entre la société et ses dirigeants politiques.

Les causes sont diverses. Au Sud, c'est l'échec du transfert dans les sociétés post-coloniales du modèle de l'Etat-nation comme on installe une usine clés en main. Le «printemps arabe», par contagion, a attisé le rejet de la classe politique dans les pays occidentaux, rejet déjà décrit par Andreas Gross dans son rapport de 2008 au Conseil de l'Europe ([DP 1785](#)). Les régimes démocratiques sont construits sur l'Etat-nation du 19e siècle, garant du bien-être de la société et de la justice redistributive. La mondialisation a progressivement miné le système. Le territoire national n'est plus celui où l'on peut maîtriser les problèmes économiques et sociaux ni les défis environnementaux. La révolution informatique accélère le phénomène. Aux délocalisations économiques

dévoreuses d'emplois s'est ajoutée la fluidité dévastatrice des flux financiers. Vidé de ses pouvoirs, l'Etat n'est plus le protecteur apprécié de la population.

A cela s'ajoutent, après la chute du Mur, la régression des idéologies et la domination de la pensée économique. Le pouvoir politique est jugé impuissant, voire corrompu. Les grands partis et leurs élites autrefois respectées ne mobilisent plus une opinion fidèle. La population est volage. Elle passe d'une liste à l'autre ou s'abstient. La participation aux élections dégringole.

Ce discrédit de la politique traditionnelle ouvre la voie aux formations qui préconisent des solutions simples, mais inefficaces. Les extrêmes, de droite comme de gauche, veulent «*sortir les sortants*» jugés incapables de défendre autre chose que leur propre pouvoir. On dénonce l'autre qui menace l'identité nationale. On préconise d'abolir la mondialisation au lieu de la comprendre ou de la réformer. Les grandes réunions internationales G8 ou G20, qui se soldent par de solennelles

déclarations sans résultat concret, confortent la vision pessimiste et cynique du politique. Rongée par l'abstention, la démocratie occidentale tente de se réinventer par de nouvelles mobilisations: les «*indignés*» en Espagne, en Grèce, au Portugal, mais aussi à *Wall Street*. En Suisse, le taux d'abstention aux élections ne s'aggrave pas. «*L'état du monde 2013*» ne mentionne pas cette exception. Elle s'explique par le fait que le peuple peut sanctionner les élus par initiative ou référendum.

La refondation démocratique de l'Occident passerait-elle par le modèle helvétique? C'est ce qu'affirment en France François Bayrou ou Marine Le Pen. Mais, si la soupape de sécurité de la démocratie semi-directe permet d'éviter les explosions sociales, on ne peut affirmer qu'elle permet de dégager des solutions efficaces contre les méfaits de la mondialisation, par exemple en interdisant les minarets ou même les rémunérations abusives. Le pouvoir direct des électeurs n'empêche pas non plus la perte de crédibilité de nos élus. En Suisse aussi, la cassure existe.